

Art. 2. Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 8. November 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,
E. HISMANS

VERTALING

N. 91 — 356

8 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitbreiding van het toepassingsveld van het koninklijk besluit nr. 474 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1988 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 16 februari 1989, 18 oktober 1989 en 25 januari 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het aangewezen is dat de reglementering zo vlug mogelijk dient te worden uitgebreid tot de verenigingen van gemeenten met een economisch doeleinde, meer bepaald om het opmaken van de begrotingen te gelegener tijd toe te laten;

Op de voordracht van de Minister voor Tewerkstelling, belast met de Landinrichting, het Natuurbehoud en de Industriegebieden,

Besluit :

Artikel 1. Het toepassingsveld van het koninklijk besluit nr. 474 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen wordt uitgebreid tot de verenigingen van gemeenten met een economisch doeleinde indien de gesubsidieerde contractuelen uitsluitend aangesteld worden voor de uitbating van de in artikel 1, 1e lid van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990 vermelde containerparken.

Art. 2. De Minister voor Tewerkstelling, belast met de Landinrichting, het Natuurbehoud en de Industriegebieden, wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 8 november 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Gewestelijk Operbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister voor Tewerkstelling, belast met de Landinrichting,
het Natuurbehoud en de Industriegebieden,
E. HISMANS

F. 91 — 357

8 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à des parcs à conteneurs

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988 et par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 16 février 1989, 18 octobre 1989 et 25 janvier 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'affecter au plus tôt le personnel nécessaire au fonctionnement de parcs à conteneurs dont certains sont déjà opérationnels;

Sur proposition du Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zonings industriels,

Arrête :

Article 1er. Lorsqu'un pouvoir local défini à l'article 1er, alinéa 1er, 3°, de l'arrêté royal du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux est une commune ou une association de communes à finalité économique ou non et qu'il affecte un contractuel subventionné, au sens de l'article 2, alinéa 2 du même arrêté, à l'exploitation d'un parc à conteneurs, les dispositions du présent arrêté sont d'application.

Un parc à conteneurs est un site clôturé et surveillé où est opéré l'accueil sélectif des déchets tels que verres, huiles, papiers, cartons, plastiques et métaux, où ceux-ci sont triés et répartis dans des conteneurs selon leur nature puis écoulés vers des centres qui procèdent soit à leur valorisation s'ils sont récupérables soit à leur élimination s'ils ne le sont pas.

Art. 2. Le montant des primes visées aux articles 4, alinéa 1er, 1°, 4, alinéa 1er, 2°, 4bis, alinéa 1er, 1°, 4bis, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 474 précité est majoré et porté uniformément à 700 000 francs.

Art. 3. Si le pouvoir local bénéficiaire de la prime est une commune, la majoration des primes visée à l'article 2 est subordonnée aux conditions suivantes :

1° la commune doit soumettre la totalité de ses déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1er, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confier une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

2° chaque parc à conteneurs doit être conforme à la définition qui en est donnée à l'article 1er, alinéa 2, du présent arrêté;

3° chaque parc à conteneurs doit être accessible gratuitement aux usagers au moins 38 heures par semaine et en tout cas le samedi pendant 4 heures;

4° l'accès à chaque parc à conteneurs doit être réservé aux particuliers;

5° la commune doit régulièrement informer les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

Art. 4. Si le pouvoir local bénéficiaire de la prime est une association de communes, la majoration des primes visée à l'article 2 est subordonnée aux conditions suivantes :

1° l'association de communes doit s'être vu confier l'exploitation de parcs à conteneurs par un ou plusieurs communes, membres de l'association, en vue du traitement de leurs déchets;

2° la ou les communes qui ont confié l'exploitation de parcs à conteneurs à l'association doivent soumettre la totalité de leurs déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1er, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confier une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

3° chaque parc à conteneurs doit être conforme à la définition qui en est donnée à l'article 1er, alinéa 2, du présent arrêté;

4° chaque parc à conteneurs doit être accessible gratuitement aux usagers au moins 38 heures par semaine et en tout cas le samedi pendant 4 heures;

5° l'accès à chaque parc à conteneurs doit être réservé aux particuliers;

6° l'association de communes doit régulièrement informer les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

Art. 5. Lorsque le pouvoir local est une commune, le nombre maximum d'agents contractuels pour lesquels la prime est majorée conformément à l'article 2 est le suivant :

1° dans les communes de 1 à 16 000 usagers potentiels, le nombre maximum est de deux agents contractuels à temps plein;

2° dans les communes de 16 000 à 50 000 usagers potentiels, le nombre maximum est de trois agents contractuels à temps plein;

3° dans les communes de plus de 50 001 usagers potentiels, le nombre maximum est de quatre agents contractuels à temps plein.

Le nombre d'usagers potentiels d'une commune est déterminé selon la formule « Nombre d'usagers potentiels = $U + V.3,5/3 + W.2/3 + X.3,5/4 + Y.3,5/3$ » où :

1° U est le nombre d'habitants de la commune tel qu'il ressort de la dernière publication au *Moniteur belge*.

2° V est le nombre de secondes résidences existant dans la commune.

3° W est le nombre de chambres d'hôtel ou de pensions recensées dans la commune.

4° X est le nombre d'emplacements de camping ou de caravaning dans la commune.

5° Y est le nombre de logements dans les villages de vacances de la commune.

Art. 6. Lorsque le pouvoir local est une association de communes, le nombre maximum d'agents contractuels pour lesquels la prime est majorée conformément à l'article 2 est égal au total de ceux auxquels pourraient prétendre, sur base de l'article 5, les communes de l'association qui ont confié l'exploitation de parcs à conteneurs à l'association.

Art. 7. Lorsqu'une commune confie l'exploitation de parcs à conteneurs à une association de communes pour le traitement de ses déchets, seule cette dernière peut bénéficier de la majoration des primes visée à l'article 2.

Art. 8. Le pouvoir local qui désire bénéficier des primes majorées conformément à l'article 1er pour des agents contractuels subventionnés affectés à des parcs à conteneurs introduit auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne une demande, en double exemplaire, conforme au modèle repris en annexe du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1990.

Il cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1992.

Art. 10. Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,
E. HISMANS

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990
relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à des parcs à conteneurs

Modèle de demande de primes pour des agents contractuels subventionnés
affectés à des parcs à conteneurs et de convention d'octroi de ces primes

I. Demande de primes

1° La Ville, la commune de

représentée par

M., Bourgmestre

et

M., Secrétaire communal

2° L'association de communes-dénommée

ayant son siège à

représentée par

M., Président du Conseil d'administration

et

M., Secrétaire du Conseil d'administration

ci-dessous dénommée « le Pouvoir local ».

A. souhaite bénéficier de primes, visées à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de pouvoirs locaux, pour autant d'agents contractuels à temps plein qu'elle affectera exclusivement au(x) parc(s) à conteneurs suivant(s) :

N° 1 Parc de, situé

N° 2 Parc de, situé

N° 3 Parc de, situé

N° 4 Parc de, situé

B. Le ou les agents contractuels subventionnés sont engagés et affectés à ces parcs à conteneurs à partir du :

Agent 1 : au parc N°

Agent 2 : au parc N°

Agent 3 : au parc N°

Agent 4 : au parc N°

C. Le nombre d'usagers potentiels de la commune est de :

Le détail de ce nombre s'établit comme suit :

1° nombre d'habitants de la commune selon la dernière publication au *Moniteur belge* : habitants.

(N.B. : Date de la publication au *Moniteur belge* :))

2° nombre de secondes résidences dans la commune : secondes résidences.

(N.B. : Nom du document joint en annexe pour attester ce nombre :))

3° nombre de chambres d'hôtel ou de pensions recensées dans la commune : chambres ou pensions.

(N.B. : Nom du document joint en annexe pour attester ce nombre :))

4° nombre d'emplacements de camping ou de caravanning dans la commune : emplacements.

(N.B. : Nom du document joint en annexe pour attester ce nombre :))

5° nombre de logements dans les villages de vacances dans la commune : logements.

(N.B. : Nom du document joint en annexe pour attester ce nombre :))

La formule s'établit donc comme suit :

Nombre d'usagers potentiels : + 3,5/3 + 2/3 + 3,5/4 + 3,5/3.

Le nombre maximum de primes dont peut bénéficier la commune est donc de : primes.

D. Les communes ayant confié l'exploitation de parcs à conteneurs à l'association de communes demanderesse de primes sont les suivantes :

— Commune de : parc à conteneurs de

— Commune de : parc à conteneurs de

— Commune de : parc à conteneurs de

— Commune de : parc à conteneurs de

Le nombre d'usagers potentiels de chacune de ces communes est de :

— Commune de : usagers potentiels

— Commune de : usagers potentiels

— Commune de : usagers potentiels

— Commune de : usagers potentiels

(N.B. Pour chaque commune sont joints, en annexe :

- un détail du nombre d'usagers potentiels conforme au détail figurant sub C ci-dessus
- les documents justificatifs attestant les chiffres avancés).

Le nombre maximum de primes dont peut bénéficier chaque commune est donc de :

- Commune de : primes
- Commune de : primes
- Commune de : primes
- Commune de : primes

Total : primes

E. Le Pouvoir local introduit la présente demande dans le respect de la procédure de négociation prévue par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et y joint le protocole de la négociation syndicale.

F. En conséquence, le Pouvoir local

- signe déjà pour accord la convention figurant ci-dessous sub II,
- invite le Ministre à lui octroyer tout ou partie des primes demandées et à compléter l'article 2 de la convention en conséquence,
- invite le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement à marquer son accord sur l'octroi des primes par le Ministre de l'Emploi.

II. Convention relative à l'octroi de primes

N° d'immatriculation

à l'ONSS/APL :

Entre, d'une part :

Le Pouvoir local

Et, d'autre part :

Le Ministre

Il est convenu ce qui suit :

Préliminaires

1. La présente convention est conclue dans le cadre de l'application de l'arrêté royal n°474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, de son arrêté d'exécution du 28 octobre 1986 et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990.

2. Le pouvoir local a introduit ci-dessus, sub I, auprès du Ministre une demande de primes visées à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 précité et dont le montant est déterminé à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990, précité.

Octroi de primes

Article 1^{er}. Le Ministre octroie au Pouvoir local primes annuelles pour autant d'agents contractuels subventionnés employés à temps plein.

Montant des primes

Art. 2. Par application de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990 précité, le montant de chaque prime accordée par le Ministre au Pouvoir local dans le cadre de la présente convention est de 700 000 francs.

Activité dans le secteur non marchand

Le Pouvoir local garantit que les activités des contractuels subventionnés pour lesquels les primes sont accordées sont :

- a) d'utilité publique ou sociale ou d'intérêt culturel;
- b) ne poursuivent aucun but lucratif;
- c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Affectation à un parc à conteneurs

Art. 4. Le Pouvoir local garantit que les contractuels subventionnés pour lesquels les primes sont accordées sont affectés exclusivement à un ou des parcs à conteneurs visés à l'article 1, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990 précité.

Conditions d'octroi des primes

Art. 5. § 1^{er}. Si le Pouvoir local est une commune, il garantit :

1° qu'il soumet la totalité de ses déchets à l'une des formes de traitement visé à l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement de déchets ménagers et, dans ce cadre, confie une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

2° que chaque parc à conteneurs est conforme à la définition qui en est donnée à l'article 1, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990 précité;

3° que chaque parc à conteneurs est accessible gratuitement aux usagers au moins 38 heures/semaine et en tout cas le samedi pendant 4 heures;

4° que l'accès à chaque parc à conteneurs est réservé aux particuliers;

5° qu'il informera régulièrement les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

§ 2. Si le pouvoir local est une association de communes, il garantit :

1° qu'il s'est vu confier l'exploitation du ou des parcs à conteneurs auxquels sont affectés les agents contractuels subventionnés par une ou plusieurs communes, membres de l'association, en vue du traitement de leurs déchets;

2° que la ou les communes qui lui ont confié l'exploitation des parcs à conteneurs auxquels sont affectés les agents contractuels subventionnés doivent soumettre la totalité de leurs déchets à l'une des formes de traitement visé à l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confient une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

- 3° que chaque parc à conteneurs est conforme à la définition qui en est donnée à l'article 1, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990 précité;
- 4° que chaque parc à conteneurs est accessible gratuitement aux usagers au moins 38 heures/semaine et en tout cas le samedi pendant 4 heures;
- 5° que l'accès à chaque parc à conteneurs est réservé aux particuliers;
- 6° qu'il informera régulièrement les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

Modifications de la situation

Art. 6. Le Pouvoir local fait connaître immédiatement au Ministre tout changement de nature à modifier une ou plusieurs des conditions d'octroi d'une prime.

Toute modification de l'une ou plusieurs des conditions d'octroi d'une prime entraîne, de plein droit, la perte du droit à celle-ci à partir du jour de la survenance de la modification.

En cas de violation par le Pouvoir local de l'obligation d'information visée à l'alinéa 1er le Ministre peut constater la perte du droit à l'ensemble des primes à partir du jour de la survenance de la modification non communiquée.

Paiement des primes

Art. 7. Les primes sont payées conformément à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988 fixant les modalités de paiement de la prime visée à l'article 2 de l'arrêté royal n°474 du 28 octobre 1988 précité.

Durée

Art. 8. La présente convention produit ses effets le

Elle prend fin au plus tard, le 31 décembre 1992.

Son entrée en vigueur est subordonnée à l'accord du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement.

— Fait en 3 exemplaires, le

Le Pouvoir local,

Le Ministre,

— Visé pour accord, le

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

— La présente convention signée par le Ministre et visée pour accord par le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement, est notifiée au Pouvoir local par le Ministre, ce

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie,
des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 357

8. NOVEMBER 1990. — Erläss der Wallonischen Regionalexekutive über das staatlich bezuschusste Vertragspersonal, das auf Containerparke beschäftigt wird

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Oktober 1990 zur Durchführung des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatliche bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 29. Dezember 1988 und durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Februar 1989, vom 18. Oktober 1989 und vom 25. Januar 1990;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es sich empfiehlt, das Personal, das für den Betrieb von Containerparks, von denen gewisse schon einsatzbereit sind, notwendig ist, möglichst bald zu bezeichnen;

Auf Vorschlag des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Wenn Artikel 1, Absatz 1, 3°, des Königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden lokale Behörde definiert, die eine Gemeinde oder eine Gemeindevereinigung mit oder ohne Wirtschaftszweck ist, welche einen bezuschusteten Vertragsbediensteten im Sinne der Bestimmungen des Artikels 2, Absatz 2 desselben Erlasses, für den Betrieb eines Containerparks beschäftigt, so finden die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Anwendung.

Unter Containerpark versteht man einen eingezäunten und überwachten Gelände zum selektiven Sammeln von Abfällen wie Glas, Öl, Papier, Karton, Kunststoff und Metall, wo diese sortiert und je nach ihrer Beschaffenheit in Containern verteilt werden. Besagte Abfälle werden alsdann nach Zentren abtransportiert, um dort verwertet bzw. beseitigt zu werden, je nachdem sie noch wiederverarbeitungsfähig sind oder nicht.

Art. 2. Der Betrag der in Artikeln 4, Absatz 1, Punkt 1°, 4, Absatz 1, Punkt 2°, 4bis, Absatz 1, Punkt 1° und 4bis, Absatz 1, Punkt 2 des Königlichen Erlasses vom 29. Oktober 1986 zur Durchführung des obengenannten Königlichen Erlasses Nr. 474 erwähnten Prämien wird erhöht und einheitlich auf 700 000 BF festgelegt.

Art. 3. Ist die lokale Behörde, die die Prämie erhält, eine Gemeinde, so wird die in Artikel 2 erwähnte Erhöhung der Prämien an folgende Bedingungen geknüpft :

1° die Gemeinde muss ihre sämtlichen Abfälle gemäss einer der Behandlungsweisen wiederverarbeiten lassen, die im Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle auf einem oder mehreren Containerpark(s) ablagern;

2° jeder Containerpark muss der Definition des Artikels 1, Absatz 2 des vorliegenden Erlasses entsprechen;

3° jeder Containerpark muss den Benutzern mindestens 38 Stunden pro Woche frei zugänglich sein und auf jeden Fall samstags während 4 Stunden;

4° der Zugang zu jedem Containerpark muss den Privatpersonen zugänglich sein;

5° die Gemeinde muss die möglichen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, über seine Unentgeltlichkeit und über seine Zugangszeiten regelmässig informieren.

Art. 4. Ist die lokale Behörde, die die Prämie erhält, eine Gemeindevereinigung, so wird die in Artikel 2 erwähnte Erhöhung der Prämien an folgende Bedingungen geknüpft :

1° die Gemeindevereinigung muss durch eine oder mehrere Gemeindeglieder besetzter Vereinigung, mit dem Betreiben von Containerparks zwecks Wiederverarbeitung deren Abfälle beauftragt worden sein;

2° die Gemeinde bzw. die Gemeinden, die der Gemeindevereinigung der Betreibung von Containerparks anvertraut haben, müssen ihre sämtlichen Abfälle gemäss einer der Behandlungsweisen wiederverarbeiten lassen, die im Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle auf einem oder mehreren Containerpark(s) ablagern;

3° jeder Containerpark muss der Definition des Artikels 1, Absatz 2 des vorliegenden Erlasses entsprechen;

4° jeder Containerpark muss den Benutzern mindestens 38 Stunden pro Woche frei zugänglich sein und auf jeden Fall samstags während 4 Stunden;

5° der Zugang zu jedem Containerpark muss den Privatpersonen zugänglich sein;

6° die Gemeindevereinigung muss die möglichen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, über seine Unentgeltlichkeit und über seine Zugangszeiten regelmässig informieren.

Art. 5. Ist die lokale Behörde eine Gemeinde, so ist die maximale Anzahl Vertragsbediensteter, für die die Prämie gemäss Artikel 2 erhöht wird, folgende :

1° in den Gemeinden von 1 bis 16 000 möglichen Benutzer(n) ist die höchste Anzahl 2 Vollzeitvertragsbedienstete;

2° in den Gemeinden von 16 000 bis 50 000 möglichen Benutzern ist die höchste Anzahl 3 Vollzeitvertragsbedienstete;

3° in den Gemeinden von mehr als 50 001 möglichen Benutzern ist die höchste Anzahl 4 Vollzeitvertragsbedienstete.

Die Anzahl möglicher Benutzer einer Gemeinde wird gemäss folgender Formel bestimmt : « Anzahl möglicher Benutzer = $U + V \cdot 3,5/3 + W \cdot 2/3 + Y \cdot 3,5/3$ » wo :

1° U die Anzahl Einwohner der Gemeinde ist diejenige, welche das letzte Mal im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde;

2° V ist die Anzahl bestehender Zweitwohnungen in der Gemeinde;

3° W ist die Anzahl erfasster Hotelzimmer oder Pensionen in der Gemeinde;

4° X ist die Anzahl Camping- oder Wohnwagenstandplätze in der Gemeinde;

5° Y ist die Anzahl Wohnungen in den Feriendörfern der Gemeinde.

Art. 6. Ist die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung, so entspricht die maximale Anzahl Vertragsbediensteter, für welche die Prämie gemäss Artikel 2 erhöht wird, der gesamten Anzahl Vertragsbediensteter, auf die die Gemeinden der Vereinigung, die der Vereinigung mit der Betreibung der Containerparke beauftragt haben, Anspruch erheben könnten.

Art. 7. Vertraut eine Gemeinde das Betreiben von Containerparks einer Gemeindevereinigung für die Behandlung ihrer Abfälle an, so kann nur diese die in Artikel 2 erwähnte Erhöhung der Prämien empfangen.

Art. 8. Die lokale Behörde, die für bezuschusstes Vertragspersonal, das auf Containerparken beschäftigt ist, die gemäss Artikel 1 erhöhten Prämien empfangen möchte, richtet einen Antrag in doppelter Ausfertigung nach dem diesem Erlass beigefügten Muster an die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 9. Der vorliegende Erlass tritt am 1. April 1991 in Kraft und am 31. Dezember 1992 ausser Kraft.

Art. 10. Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 8. November 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionale Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

E. HISMANS

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
vom 8. November 1990 über das bezuschusste Vertragspersonal, das auf Containerparke beschäftigt wird

Muster eines Antrags auf Prämien für bezuschusstes Vertragspersonal,
das auf Containerparke beschäftigt wird, und Vereinbarungsmuster für die Gewährung dieser Prämien

I. Antrag auf Prämien.

1° Die Stadt, die Gemeinde
vertreten durch :

H. Bürgermeister
und

H. Gemeindesekretär

2° die Gemeindevereinigung, benannt
 mit Sitz in
 vertreten durch :
 H..... Vorsitzender des Verwaltungsrates
 und
 H..... Sekretär des Verwaltungsrates
 nachstehend « die lokale Behörde » genannt,

A. möchte Prämien erhalten, die im Artikel 2 des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden erwähnt sind, für soviel Vollzeitvertragsbedienstete, die sie ausschliesslich auf dem/den folgende Containerpark(e) beschäftigen wird :

Nr. 1 Park von gelegen
 Nr. 2 Park von gelegen
 Nr. 3 Park von gelegen
 Nr. 4 Park von gelegen

B. Der oder die bezuschusste(n) Vertragsbedienstete(n) werden angestellt und auf diesen Containerparken beschäftigt ab dem :

Bediensteter 1 : auf Park Nr.
 Bediensteter 2 : auf Park Nr.
 Bediensteter 3 : auf Park Nr.
 Bediensteter 4 : auf Park Nr.

C. Die Anzahl möglicher Benutzer der Gemeinde ist
 Diese Anzahl wird wie folgt detailliert :

1° Anzahl der Bewohner der Gemeinde gemäss der letzten Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* : Einwohner

(Anm. Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* :)

2° Anzahl Ferienwohnungen in der Gemeinde : Zweitwohnungen

(Anm. Name der beigefügten Unterlage als Beweis für diese Anzahl :)

3° Anzahl erfasster Hotelzimmer oder Pensionen in der Gemeinde : Zimmer oder Pensionen

(Anm. Name der beigefügten Unterlage als Beweis für diese Anzahl :)

4° Anzahl Camping- oder Wohnwagenstandplätze in der Gemeinde : Plätze

(Anm. Name der beigefügten Unterlage als Beweis für diese Anzahl :)

5° Anzahl Wohnungen in den Feriendörfern der Gemeinde : Wohnungen

(Anm. Name der beigefügten Unterlage als Beweis für diese Anzahl :)

Die Formel wird also wie folgt festgesetzt :

Anzahl möglicher Benutzer : + 3,5/3 + 2/3 + 3,5/4 + 3,5/3.

Die höchste Prämienanzahl, die die Gemeinde erhalten kann, ist also : Prämien.

D. Die Gemeinden, die der prämienantragstellenden Gemeindevereinigung die Betreuung von Containerparks anvertraut haben, sind folgende :

— Gemeinde von : Containerpark von

— Gemeinde von : Containerpark von

— Gemeinde von : Containerpark von

— Gemeinde von : Containerpark von

Die Anzahl möglicher Benutzer jeder dieser Gemeinden ist :

— Gemeinde von : mögliche Benutzer

— Gemeinde von : mögliche Benutzer

— Gemeinde von : mögliche Benutzer

— Gemeinde von : mögliche Benutzer

(Anm. für jede Gemeinde sind als Anlage beizufügen :

— eine detaillierte Aufstellung der Anzahl möglicher Benutzer, die der vorstehend angeführten Unterteilung C entspricht

— die Belege zur Rechtfertigung der angeführten Ziffern).

Die maximale Prämienzahl, die die Gemeinde erhalten kann, ist also :

— Gemeinde von : Prämien

— Gemeinde von : Prämien

— Gemeinde von : Prämien

— Gemeinde von : Prämien

Gesamtbetrag : Prämien

E. Die lokale Behörde richtet den vorliegenden Antrag unter Beachtung des durch Gesetz vom 19. Dezember 1974 zur Organisierung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten dieser Behörden vorgesehenen Verhandlungsverfahrens und unter Beifügen des Protokolls über gewerkschaftlichen Verhandlungen.

F. Die lokale Behörde :

— unterzeichnet für einverstanden die nachstehend unter II angeführte Vereinbarung,

— ersucht den Minister, ihr die gesamten beantragten Prämien oder einen Teil derselben zu gewähren und den Artikel 2 der Vereinbarung dementsprechend zu ergänzen,

— ersucht den Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens, der Gewährung der Prämien des Ministers der Beschäftigung zuzustimmen.

II. Vereinbarung über die Gewährung von Prämien.

Eintragungsnummer
beim LASS/PLV :

Zwischen der lokalen Behörde, einerseits
und dem Minister, andererseits
ist folgendes vereinbart worden :

Preliminarien.

1. Diese Vereinbarung wird im Rahmen der Anwendung des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1988 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, des Ausführungserlasses vom 29. Oktober 1988 und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 abgeschlossen.

2. Wie vorstehend unter I erwähnt, hat die lokale Behörde beim Minister einen Antrag auf der Prämien eingereicht, welche unter Artikel 2 des in Rede stehenden Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1988 angeführt sind und deren Betrag unter Artikel 2 des obenerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 festgelegt ist.

Prämiengewährung

Artikel 1. Der Minister gewährt der lokale Behörde ... Jahresprämien für soviel bezuschusste Vollzeitvertragsbedienstete.

Prämienbetrag

Art. 2. In Anwendung des Artikels 2 des obenerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 beträgt jede Prämie, welche der lokalen Behörde vom Minister im Rahmen dieser Vereinbarung gewährt wird, 700 000 BF.

Art. 3. Tätigkeit im nichtkommerziellen Sektor.

Die lokale Behörde versichert, dass die Tätigkeiten des bezuschusteten Vertragspersonals, für das die Prämien gewährt werden :

- a) gemeinnützig oder sozialbezogen sind bzw. einen kulturellen Charakter haben;
- b) keinen gewinnbringenden Zweck haben;
- c) gemeinschaftlichen Bedürfnissen entsprechen, denen sonst nicht entgegengekommen wäre.

Art. 4. Bezeichnung für einen Containerpark.

Die lokale Behörde versichert, dass das bezuschusste Vertragspersonal, für das die Prämien gewährt werden, ausschliesslich auf einem oder mehreren der im Artikel 1, Absatz 2 des obenerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 genannten Containerpark(s) beschäftigt wird.

Art. 5. Gewährungsbedingungen der Prämien.

§ 1. Ist die lokale Behörde eine Gemeinde, so versichert sie :

1° dass sie ihre sämtlichen Abfälle gemäss einer der Behandlungsweisen wiederverarbeiten lässt, die im Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle auf einem oder mehreren Containerpark(s) ablagert;

2° dass jeder Containerpark der Definition des Artikels 1, Absatz 2 des obenerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 entspricht;

3° dass jeder Containerpark den Benutzern mindestens 38 Stunden/Woche frei zugänglich ist und auf jeden Fall samstags während 4 Stunden;

4° dass der Zugang zu jedem Containerpark den Privatpersonen zugänglich ist;

5° dass sie die möglichen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, über seine Unentgeltlichkeit und über seine Zugangszeiten regelmässig informieren wird.

§ 2. Ist die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung, so versichert sie :

1° dass sie von einer oder mehreren Gemeinde(n), Mitglieder der Vereinigung, mit der Betreuung des oder der Containerparks (e), auf denen das bezuschusste Vertragspersonal beschäftigt wird, zwecks Behandlung ihrer Abfälle beauftragt worden ist;

2° dass die Gemeinde(n), die sie mit der Betreuung der Containerparke beauftragt hat(ben), auf denen das bezuschusste Vertragspersonal beschäftigt wird, ihre sämtlichen Abfälle gemäss einer der Behandlungsweisen wiederverarbeiten lässt (lassen), die im Artikel 1, 4°, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und, dass sie zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle auf einem oder mehreren Containerpark(s) ablagert(ern);

3° dass jeder Containerpark der Definition des Artikels 1, Absatz 2 des obenerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 entspricht;

4° dass jeder Containerpark den Benutzern mindestens 38 Stunden/Woche frei zugänglich ist und auf jeden Fall samstags während 4 Stunden;

5° dass der Zugang zu jedem Containerpark den Privatpersonen zugänglich ist;

6° dass sie die möglichen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, über seine Unentgeltlichkeit und über seine Zugangszeiten regelmässig informieren wird.

Lageänderungen

Art. 6. Die lokale Behörde teilt dem Minister unverzüglich, jede Änderung mit, die dazu angetan ist, eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung einer Prämie abzuändern.

Jede Änderung einer oder mehrerer Bedingungen für die Gewährung einer Prämie hat automatisch ab dem Tag der Änderung den Verlust des Anspruchs auf dieselbe zur Folge.

Im Falle von Verstoß gegen die in Absatz 1 erwähnte Informationsbedingung durch die lokale Behörde kann der Minister ab dem Tag der nicht mitgeteilten Änderung den Verlust des Anspruchs auf den gesamten Prämien feststellen.

Zahlung der Prämien

Art. 7. Die Prämien werden gemäss dem Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988 zur Festlegung der Zahlungsmodalitäten für die im Artikel 2 des obenerwähnten K.E. Nr. 474 vom 28. Oktober 1988 vorgesehenen Prämie ausbezahlt.

Dauer

Art. 8. Diese Vereinbarung tritt am in Kraft.
 Sie tritt spätestens am 31. Dezember 1992 ausser Kraft.
 Ihr Inkrafttreten bedarf der Zustimmung des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens.

Aufgestellt in drei Exemplaren, am
 Die lokale Behörde, Der Minister,

Genehmigt, am
 Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,
 Diese durch den Minister unterzeichnete und durch den Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens genehmigte Vereinbarung wird der lokalen Behörde durch den Minister am mitgeteilt.

Gesehen um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
 B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
 der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,
 E. HISMANS

N. 91 — 357

**8 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
 betreffende de gesubsidieerde contractuele agenten aangesteld bij containerparken**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1986 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieven van 16 februari 1989, 18 oktober 1989 en 25 januari 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het geboden is zo vlug mogelijk het nodige personeel aan te stellen voor de werking van containerparken waarvan sommige al operationeel zijn;

Op de voordracht van de Minister voor de Tewerkstelling, belast met de Landinrichting, het Natuurbehoud en de Industriegebieden,

Besluit :

Artikel 1. Wanneer een plaatselijk bestuur zoals omschreven in artikel 1, 1e lid, 3^o, van het koninklijk besluit van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen een gemeente of een vereniging van gemeenten met of zonder economisch doeleinde is en het een gesubsidieerde contractueel in de zin van artikel 2, 2e lid van hetzelfde besluit aanstelt voor de uitbating van een containerpark zijn de bepalingen van onderhavig besluit toepasselijk.

Een containerpark is een afgesloten en bewaakte ruimte waar afval zoals glas, olie, papier, karton, plastic en ijzer selectief worden opgeslagen, waar deze afvalen worden gesorteerd en verdeeld in containers naargelang hun aard en daarna vervoerd naar centra die overgaan hetzij tot hun valorisatie indien zij terugwinbaar zijn, hetzij tot hun opruiming in tegengesteld geval.

Art. 2. Het toelagenbedrag voorzien in artikelen 4, 1e lid, 1^o; 4, 1e lid, 2^o; 4bis, 1e lid, 1^o en 4bis, 1e lid, 2^o, van het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het voormelde koninklijk besluit nr. 474 wordt verhoogd en gelijkmatig gebracht op 700 000 frank.

Art. 3. Indien het plaatselijk bestuur dat de toelage ontvangt een gemeente is, wordt de in artikel 2 bedoelde toelageverhoging onderworpen aan volgende voorwaarden :

1^o de gemeente moet al haar afval onderwerpen aan één der behandelingswijzen bedoeld bij artikel 1, 4^o, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 inzake de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit kader, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwen;

2^o elk containerpark moet overeenstemmen met de beschrijving die ervan gegeven is in artikel 1, 2e lid, van onderhavig besluit;

3^o elk containerpark moet voor de gebruikers kosteloos toegankelijk zijn minstens 36 uur per week en in ieder geval 's zaterdags gedurende 4 uur;

4^o de toegang tot elk park moet voorbehouden zijn voor de particulieren;

5^o de gemeente moet de potentiële gebruikers regelmatig inlichten over het bestaan van elk containerpark, de kosteloosheid ervan en zijn toegangsuren.

Art. 4. Indien het plaatselijk bestuur dat de toelage ontvangt een vereniging van gemeenten is, wordt de in artikel 2 bedoelde toelageverhoging onderworpen aan volgende voorwaarden :

1^o de vereniging van gemeenten moet door één of meerdere gemeenten, lid van de vereniging, belast worden met de uitbating van containerparken ten einde hun afval te behandelen;

2^o de gemeente of de gemeenten die de vereniging belast hebben met de uitbating van containerparken moeten al hun afval onderwerpen aan één der behandelingswijzen bedoeld bij artikel 1, 4^o, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 inzake de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit kader, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwen;

3° elk containerpark moet overeenstemmen met de beschrijving die ervan gegeven is in artikel 1, 2e lid, van onderhavig besluit;

4° elk containerpark moet voor de gebruikers kosteloos toegankelijk zijn minstens 38 uur per week en in ieder geval 's zaterdags gedurende 4 uur;

5° de toegang tot elk park moet voorbehouden zijn voor de particulieren;

6° de vereniging van gemeenten moet de potentiële gebruikers regelmatig inlichten over het bestaan van elk containerpark, de kosteloosheid ervan en zijn toegangsuren.

Artikel 5. Wanneer het plaatselijk bestuur een gemeente is, wordt het maximum aantal contractuele agenten, waarvoor de toelage verhoogd wordt overeenkomstig artikel 2, vastgesteld als volgt :

1° voor de gemeenten van 1 tot 16 000 potentiële gebruikers is het maximum aantal vastgesteld op 2 voltijdse contractuele agenten;

2° voor de gemeenten van 16 000 tot 50 000 potentiële gebruikers is het maximum aantal vastgesteld op 3 voltijdse contractuele agenten;

3° voor de gemeenten met meer dan 50 001 potentiële gebruikers is het maximum aantal vastgesteld op 4 voltijdse contractuele agenten.

Het aantal potentiële gebruikers van een gemeente wordt bepaald door de formule « Aantal potentiële gebruikers = $U + V.3,5/3 + W.2./3 + X.3,5/4 + Y.3,5/3$ » waar :

1° U het aantal inwoners van de gemeente is zoals blijkt uit de laatste bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

2° V het aantal in de gemeente bestaande weekendhuizen is.

3° W het aantal in de gemeente getelde hotelkamers of kosthuizen is.

4° X het aantal kampeer- of caravaningsplaatsen in de gemeente is.

5° Y het aantal woningen in de vacantiedorpen van de gemeente is.

Art. 6. Wanneer het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is, is het aantal contractuele agenten, waarvoor de toelage verhoogd wordt overeenkomstig artikel 2, gelijk aan het totaal aantal agenten waarop, krachtens artikel 5, aanspraak zou kunnen gedaan worden door de gemeenten van de vereniging die de uitbating van containerparken aan de vereniging toevertrouwd hebben.

Art. 7. Wanneer een gemeente de uitbating van containerparken aan een vereniging van gemeenten toevertrouwd voor de behandeling van haar afval, kan alleen deze laatste genieten van de in artikel 2 bedoelde toelageverhoging.

Art. 8. Het plaatselijk bestuur dat wenst te genieten van de overeenkomstig artikel 1 verhoogde toelagen voor contractuele gesubsidieerde agenten aangesteld bij containerparken dient een aanvraag in, in tweevoud en gelijkvormig aan het als bijlage bij onderhavig besluit gevoegde model, bij de Algemene Directie voor Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 9. Onderhavig besluit heeft uitwerking op 1 april 1990.

Het zal niet meer van toepassing zijn op 31 december 1992.

Art. 10. De Minister voor de Tewerkstelling, belast met de Landinrichting, het Natuurbehoud en de Industriegebieden, wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 8 november 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister voor de Tewerkstelling, belast met de Landinrichting,
het Natuurbehoud en de Industriegebieden,
E. HISMANS

Bijlage bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990
betreffende de gesubsidieerde contractuele agenten aangesteld bij containerparken

Model van de toelagenaanvraag voor gesubsidieerde contractuele agenten
aangesteld bij containerparken en van de overeenkomst betreffende de toekenning van deze toelage

I. Toelagenaanvraag.

1° De stad, de gemeente

vertegenwoordigd door :

de heer, Mevr., burgemeester

en

de heer, Mevr., gemeentesecretaris

2° De vereniging van gemeenten, met name

met zetel te

vertegenwoordigd door

de heer, Mevr., voorzitter van de Raad van Bestuur

en

de heer, Mevr., secretaris van de Raad van Bestuur

hieronder genoemd « het plaatselijk bestuur ».

A. wenst te genieten van toelagen, bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, voor evenveel voltijdse contractuele agenten die zij uitsluitend bij volgend(e) containerpark(en) zal aanstellen :

Nr. 1 Park van gelegen te

Nr. 2 Park van gelegen te

Nr. 3 Park van gelegen te

Nr. 4 Park van gelegen te

B. De contractueel agent of de contractuele agenten worden aangeworven en aangesteld bij deze containerparken vanaf :

- Agent 1 bij het Park nr.
 Agent 2 bij het Park nr.
 Agent 3 bij het Park nr.
 Agent 4 bij het Park nr.

C. Het aantal potentiële gebruikers van de gemeente is gelijk aan

Het detail van dit aantal luidt als volgt :

1° aantal inwoners van de gemeente volgens de laatste bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* : inwoners,

(N.B. : Datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* :))

2° aantal weekendhuizen in de gemeente : weekendhuizen

(N.B. : Benaming van het in bijlage gevoegd stuk om dit aantal te bevestigen :))

3° aantal in de gemeente getelde hotelkamers en kosthuizen : kamers of kosthuizen.

(N.B. : Benaming van het in bijlage gevoegd stuk om dit aantal te bevestigen :))

4° aantal kampeer- of caravineringsplaatsen in de gemeente : plaatsen,

(N.B. : Benaming van het in bijlage gevoegd stuk om dit aantal te bevestigen :))

5° aantal woningen in de vakantie dorpen in de gemeente : woningen.

(N.B. : Benaming van het in bijlage gevoegd stuk om dit aantal te bevestigen :))

De formule luidt als volgt :

Aantal potentiële gebruikers : + 3,5/3 + 2/3 + 3,5/4 + 3,5/3.

Het maximum aantal toelagen waarvan de gemeente kan genieten is dus gelijk aan : toelagen.

D. De gemeente die de uitbating van containerparken hebben toevertrouwd aan de vereniging van gemeenten die toelagen heeft aangevraagd zijn de volgende :

— Gemeente : containerparken van

— Gemeente : containerparken van

— Gemeente : containerparken van

— Gemeente : containerparken van

Het aantal potentiële gebruikers van elke gemeente is gelijk aan :

— Gemeente : potentiële gebruikers

— Gemeente : potentiële gebruikers

— Gemeente : potentiële gebruikers

— Gemeente : potentiële gebruikers

(N.B. Voor iedere gemeente worden in bijlage bijgevoegd :

— het detail van de potentiële gebruikers overeenkomstig het hierboven sub C vermelde detail;

— de bewijsstukken tot staving van de voorgebrachte cijfers).

Het maximum aantal toelagen waarvan elke gemeente kan genieten is dus :

— Gemeente : toelagen

— Gemeente : toelagen

— Gemeente : toelagen

— Gemeente : toelagen

Totaal : toelagen

E. Het plaatselijk bestuur dient onderhavige aanvraag in, in naleving van de onderhandelingsprocedure voorzien bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en voegt er het protocoole van de syndicale onderhandeling bij.

F. Ingevolge,

— ondertekent het plaatselijk bestuur reeds voor akkoord de hieronder sub II vermelde overeenkomst,

— nodigt het plaatselijk bestuur de Minister uit de gevraagde toelagen, geheel of ten dele, toe te kennen en dientengevolge artikel 2 van de overeenkomst in te vullen,

— nodigt het plaatselijk bestuur de Minister voor de Landbouw, het Leefmilieu en de Huisvesting uit zijn instemming te geven voor de door de Minister voor de Tewerkstelling toe te kennen toelagen.

II. Overeenkomst betreffende de toekenning van toelagen.

Inschrijvingsnummer bij de RVSZ/PPO :

Tussen, enerzijds :

Het plaatselijk bestuur

en, anderzijds :

de Minister

wordt overeengekomen hetgeen volgt :

Inleiding.

1. Onderhavige overeenkomst wordt aangegaan in het kader van de toepassing van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, van het uitvoeringsbesluit ervan van 29 oktober 1986 en van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990.

2. Het plaatselijk bestuur heeft, hierboven sub I, een aanvraag van in artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 bedoelde toelagen bij de Minister ingediend, waarvan het bedrag is bepaald in artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990.

Toelagentoekenning

Artikel 1. De Minister kent aan het plaatselijk bestuur' toelagen toe voor een gelijk aantal voltijdse tewerkgestelde gesubsidieerde contractuele agenten.

Bedrag van de toelagen

Art. 2. Bij toepassing van artikel 2 van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990, is het bedrag van elke door de Minister aan het Plaatselijk bestuur toegekende toelage in het kader van deze overeenkomst gelijk aan 700 000 F.

Activiteit in de niet-commerciële sector

Art. 3. Het plaatselijk bestuur staat borg voor het feit dat de activiteiten van de gesubsidieerde agenten waarvoor de toelagen zijn toegekend :

- a) van openbaar of sociaal nut of van cultureel belang zijn;
- b) geen winstgevend doeleinde nastreven;
- c) aan collectieve behoeften voldoen, die anders niet zouden tegemoet zijn gekomen.

Aanstelling bij een containerpark

Art. 4. Het plaatselijk bestuur staat borg voor het feit dat de gesubsidieerde agenten waarvoor de toelagen zijn toegekend uitsluitend zijn aangesteld bij één of meerdere containerpark(en) bedoeld in artikel 1, 2e lid, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990.

Toekenningsvoorwaarden van de toelagen

Art. 5. § 1. Wanneer het plaatselijk bestuur een gemeente is, staat het in voor :

1° dat al zijn afvalfen onderworpen worden aan één der behandelingswijzen bedoeld bij artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 inzake de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit kader, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwt;

2° dat elk containerpark overeenstemt met de beschrijving die ervan gegeven is in artikel 1, 2e lid, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990;

3° dat elk containerpark voor de gebruikers minstens 38 uur per week en in ieder geval 's zaterdags gedurende 4 uur kosteloos toegankelijk is;

4° dat de toegang tot elk park is voorbehouden voor de particulieren;

5° dat het de potentiële gebruikers regelmatig zal inlichten over het bestaan van elk containerpark, de kosteloosheid ervan en zijn toegangsuren.

§ 2. Wanneer het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is, staat het in voor het feit dat :

1° het belast werd met de uitbating van het (de) containerpark(en) waarbij de gesubsidieerde contractuele agenten worden aangesteld door één of meerdere gemeenten, leden van de vereniging, met het oog op de behandeling van hun afval;

2° de gemeente(n) die het de uitbating van de containerparken waarbij de gesubsidieerde contractuele agenten zijn aangesteld toegekend heeft ertoe gehouden is (zijn) al hun afval te onderwerpen aan één der behandelingswijzen bedoeld bij artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 inzake de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit kader, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwen;

3° elk containerpark overeenstemt met de beschrijving die ervan gegeven is in artikel 1, 2e lid, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990;

4° elk containerpark voor de gebruikers minstens 38 uur per week en in ieder geval 's zaterdags gedurende 4 uur kosteloos toegankelijk is;

5° de toegang tot ieder park is voorbehouden voor de particulieren;

6° het de potentiële gebruikers regelmatig zal inlichten over het bestaan van elk containerpark, de kosteloosheid ervan en zijn toegangsuren.

Wijziging van de toestand

Art. 6. Het plaatselijk bestuur betekent onmiddellijk aan de Minister elke wijziging die van aard is één of meerdere voorwaarden voor een toelagetoekenning te wijzigen.

Elke wijziging van één of meerdere voorwaarden voor de toelagetoekenning heeft, van rechtswege, als gevolg het verlies van het recht op de toelage vanaf de dag waarop deze wijziging plaats vond.

Wanneer het plaatselijk bestuur de in het eerste lid vermelde informatieverplichting niet naleeft, kan de Minister het verlies van het recht op alle toelagen vaststellen vanaf de dag waarop de niet-betekende wijziging plaats vond.

Betaling van de toelagen

Art. 7. De toelagen worden uitbetaald overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988 tot vaststelling van de uitbetalingsmodaliteiten van de bij artikel 2 van voormeld koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1988 bedoelde premie.

Geldigheidsduur

Art. 8. Onderhavige overeenkomst heeft uitwerking op

Zij eindigt ten laatste op 31 december 1992.

Haar inkrachttrading is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister voor de Landbouw, het Leefmilieu en de Huisvesting.

Opgemaakt in drievoud op

Het plaatselijk bestuur

De Minister

Gezien voor akkoord op

De Minister voor de Landbouw, het Leefmilieu en de Huisvesting,

— Onderhavige overeenkomst getekend door de Minister en gezien voor akkoord door de Minister voor de Landbouw, het Leefmilieu en de Huisvesting wordt door de Minister overgemaakt aan het plaatselijk bestuur, op huidige

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990 te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister voor de Tewerkstelling, belast met de Landinrichting,
het Natuurbehoud en de Industriegebieden,

E. HISMANS